

VEILLE CLIMAT, ENERGIE,

ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 21 – 11 juin 2021



Fait marquant

Boris Johnson souhaite mobiliser le G7 pour un Plan Marshall climatique en faveur des pays en développement et laisser « un héritage » aux Cornouailles

Climat & énergie

- 🖷 Les grandes fortunes britanniques appelées à faire plus pour le climat
- des huit centrales nucléaires britanniques seront amenées à fermer dans les trois prochaines années

Environnement

- Birmingham a lancé sa Zone d'Air Pur (Clean Air Zone)
- 🖷 Londres a démarré un programme d'essais de location de trottinettes électriques

Industrie

- La transition vers les véhicules électriques pourrait relancer l'industrie minière britannique
- La société *Trainline* pourrait être concurrencée par le projet de billetterie centralisée du Gouvernement
- Le système de feux tricolores pour les déplacements internationaux pourrait coûter 2,6 Md£ aux aéroports britanniques cet été

Transport

- # British Airways et Ryanair visés par une enquête de l'autorité britannique de la concurrence
- Heathrow a injecté pour la première fois un biocarburant dans son réseau de distribution
- 🖷 La société Gridserve rachète le premier réseau de recharge autoroutier britannique

े Fait marquant

Boris Johnson souhaite mobiliser le G7 pour un Plan Marshall climatique en faveur des pays en développement et laisser « un héritage » aux Cornouailles

Le Premier Ministre britannique a annoncé vouloir inciter les dirigeants du G7 à soutenir un nouveau plan de lutte contre le changement climatique afin d'aider les pays en développement à décarboner leurs économies et financer des projets d'énergies renouvelables à grande échelle en Afrique et dans certaines régions d'Asie. La proposition s'inspire des principes du plan Marshall américain, mais aussi de l'initiative chinoise "Belt and Road". Pour le RU, elle est centrale pour obtenir le soutien des pays en développement lors de la COP26 prévue en novembre à Glasgow. Est notamment étudiée la possibilité d'établir une banque verte de développement qui pourrait financer, directement ou via la mobilisation de capitaux privés, des projets de réduction des émissions de carbone dans les pays les plus défavorisés. Downing Street aurait demandé aux différents ministères d'élaborer des scénarios sur la manière dont le RU pourrait contribuer à un tel fonds, mais le Treasury serait réticent à octroyer de nouveaux financements. B. Johnson a par ailleurs indiqué que 65 M£ issus du Towns Fund seraient alloués aux Cornouailles dans le cadre d'un programme de restauration et de régénération des terres sur 21 000 hectares, incluant la plantation d'arbres, la restauration des tourbières, l'amélioration de la qualité de l'eau et la régénération d'habitats rares.

Chiffre de la semaine

725 £

Selon une <u>étude</u> soutenue par le Gouvernement, les conducteurs de véhicules électriques pourraient gagner près de 725 £ par an en revendant au réseau une partie de l'énergie stockée dans les batteries de leurs véhicules.

Climat et Energie

Les grandes fortunes britanniques appelées à faire plus pour le climat

A l'initiative de l'Environmental Funders Network, les 100 familles britanniques les plus riches ainsi que les 100 plus grandes fondations caritatives du RU ont reçu samedi 5 juin une lettre leur demandant d'agir pour la cause climatique. D'après le <u>Guardian</u>, les représentants de 14 trusts et organisations environnementales signataires de cette lettre, dont la Fondation européenne pour le climat, souhaitent que les grandes fortunes britanniques augmentent leurs financements en faveur de l'environnement et du climat à hauteur d'1 Md£ d'ici à 2025. Seulement 4% environ des fonds provenant des trusts et fondations philanthropiques britanniques sont consacrés aujourd'hui à des causes environnementales. La lettre ne demande néanmoins pas à ces grandes fortunes de renoncer à leurs intérêts dans des secteurs intensifs en carbone, ni d'adopter des modes de vie plus sobres en carbone. La liste des destinataires comprend notamment Sir Jim Ratcliffe, propriétaire du groupe chimique *Ineos*, la famille Mittal, propriétaire du groupe sidérurgique *Arcelor Mittal*, Sir Stelios Haji-loannou, fondateur et principal actionnaire d'EasyJet et Sir Len Blavatnik, qui a fait fortune dans la pétrochimie et le pétrole russe.

Cinq des huit centrales nucléaires britanniques vont fermer dans les trois prochaines années

La centrale nucléaire de Dungeness B, inaugurée en 1983 dans le sud-ouest de l'Angleterre et capable d'alimenter environ deux millions de foyers, va être fermée définitivement sept ans plus tôt que prévu par EDF, après que des problèmes, notamment de corrosion ont rendu les réparations trop coûteuses. La centrale devait initialement fermer en 2008, mais sa durée de vie avait été prolongée jusqu'en 2018, puis une nouvelle fois jusqu'en 2028. Le RU perdra ainsi cinq de ses huit centrales nucléaires au cours des trois prochaines années, qui permettent actuellement d'alimenter en électricité dix millions de foyers, soit environ 20 % de l'approvisionnement électrique total. Cette proportion a diminué ces dernières années en raison de problèmes de sûreté dans plusieurs centrales, notamment des fissures dans des noyaux de graphite à Hunterston B (nord-ouest) et Hinkley Point B (sud-ouest) qui les obligeront toutes deux à fermer plus tôt que prévu, d'ici à 2022. Deux autres centrales, Heysham 1 (centre-ouest) et Hartlepool (centre-est), doivent fermer d'ici mars 2024. EDF a lancé la construction d'un nouveau réacteur à Hinkley Point C, mais le projet a pris du retard et la centrale ne devrait pas commencer à produire de l'électricité avant juin 2026. L'entreprise souhaite également construire un réacteur à Sizewell, dans le sud-est de l'Angleterre. Des groupes pro-nucléaires ont déclaré que le RU serait néanmoins obligé de s'appuyer sur des centrales au gaz pour répondre à la demande et ont mis en garde contre la possibilité d'un "déficit énergétique" à court terme.

Environnement

Birmingham a lancé sa Clean Air Zone

Après deux années de préparation, le conseil municipal de <u>Birmingham a annoncé le 1^{er} juin le lancement de sa zone d'air propre</u> (Clean Air Zone - CAZ), la troisième à être mise en place en Angleterre après celles de Londres et de Bath (sud-ouest de l'Angleterre). L'objectif de cette zone est d'améliorer la qualité de l'air en limitant l'accès au centre-ville des véhicules les plus polluants ne répondant pas aux normes minimales d'émissions (Euro 6 pour les véhicules diesel et Euro 4 pour les véhicules essence). Les automobilistes qui souhaitent circuler dans la zone ont jusqu'au 14 juin pour s'enregistrer et vérifier la catégorie de leur véhicule, date à partir de laquelle la circulation dans la CAZ des véhicules polluants n'ayant pas préalablement payé une redevance en ligne pourra être sanctionnée d'une amende de 120 £. La redevance est de 8 £ par jour pour les voitures, les camionnettes et les taxis et de 50 £ par jour pour les autocars, les bus et les poids lourds.

Londres a lancé un programme d'essai de locations de trottinettes électriques

Des trottinettes électriques sont disponibles depuis le 7 juin, en location dans certains quartiers périphériques de Londres, dans le cadre d'un programme d'essai d'un an. Les opérateurs Dott, Lime et TIER qui prennent part à ces essais sont notamment tenus de veiller à ce que leurs prix de location soient adaptés aux personnes à faibles revenus et intègrent des réductions pour certaines catégories de personnes, dont les travailleurs des secteurs dits essentiels. Emma Gibson, directrice de London Travel Watch, l'organisation officielle de surveillance représentant les intérêts des usagers des transports de la capitale, a déclaré que ces essais étaient nécessaires pour explorer les possibilités de mobilité du futur, individuelles et plus écologiques. Selon elle, Transport for London et les conseils de districts impliqués dans l'expérimentation doivent veiller à ce que les trottinettes, lorsqu'elles ne sont pas utilisées, n'encombrent pas les voies piétonnes et les trottoirs, et doivent suivre l'évolution des accidents à la suite de l'introduction des nouvelles trottinettes sur les routes de la capitale.

Industrie

Flash – Les bornes de recharge pour véhicules électriques vont être redessinées pour en faire un élément emblématique du mobilier urbain britannique, à l'instar des boîtes aux lettres ou des cabines téléphoniques rouges. Le ministère des transports (*DfT*) a lancé un appel d'offres d'un montant de 200 000 £ afin de recruter une équipe de concepteurs pour ce projet, dont le contrat devrait être attribué cet été.

La transition vers les véhicules électriques pourrait relancer l'industrie minière britannique

Au 19ème siècle, l'industrie minière a prospéré en Cornouailles grâce à l'extraction du cuivre. Aujourd'hui, la présence d'un autre métal, le lithium, dans les eaux salines chaudes et les mines de roche dure de la région, pourrait relancer l'industrie locale, selon les acteurs du secteur. La transition vers les véhicules électriques suscite une hausse de la demande de ce métal, utilisé dans la production de batteries, et des entreprises telles que <u>Cornish Lithium</u> ou <u>British Lithium</u> souhaitent fournir une source d'approvisionnement locale de ce métal. Si les quantités disponibles dans la région, en particulier dans les eaux géothermiques, ne sont pas encore connues avec précision, certains acteurs de l'industrie sont confiants et considèrent qu'elles devraient suffire à « faire une différence significative pour l'approvisionnement du Royaume-Uni». La <u>Faraday Institution</u> estime que d'ici 2035, la Grande-Bretagne pourrait disposer de « gigafactories » nécessitant plus de 75 000 tonnes de carbonate de lithium par an pour la production de batteries électriques.

La société *Trainline* pourrait être concurrencée par le projet de billetterie centralisée du Gouvernement

La société <u>Trainline</u>, qui propose une application de vente de billets de train en ligne, risque de voir sa position menacée par la création, dans le cadre de la <u>réforme du ferroviaire britannique</u>, d'une nouvelle billetterie centralisée, qui sera contrôlée par un nouvel organisme public, <u>Great British Railways</u> (GBR). Les actions de <u>Trainline</u> ont chuté de 40 % au cours des deux semaines ayant suivi le dévoilement de la réforme le 20 mai dernier, mais le Directeur Général de la société, Jody Ford, a déclaré se sentir « <u>vraiment bien placé pour faire face à la concurrence, quelle qu'elle soit</u> » et a annoncé être en discussion avec le Gouvernement pour travailler sur la future application de billetterie proposée par l'Etat. Le Gouvernement a rappelé qu'une place serait maintenue dans le nouveau système pour les vendeurs de billets du secteur privé, mais de plus amples informations sont attendues par <u>Trainline</u> sur les conditions proposées, la société prenant actuellement une commission de 5 % sur les ventes de billets.

Le système de feux tricolores pour les déplacements internationaux pourrait coûter 2,6 Md£ aux aéroports britanniques cet été

Les responsables du secteur du voyage et de l'aviation britannique ont demandé l'abandon du système de feux tricolores en place au Royaume-Uni, qui risque de provoquer <u>une perte d'au moins 2,6 Md£ pour les aéroports du pays cet été</u>, selon l'*Airline Operator's Association* (AOA). La semaine passée, le Portugal, seule grande destination touristique figurant sur la « liste verte » des pays exempts de quarantaine, <u>avait été retirée de celle-ci</u>. Selon l'*AOA*, la liste verte actuelle comprend des pays n'ayant représenté que 1,7 % du nombre total de passagers dans les aéroports en 2019. Les directeurs généraux de toutes les compagnies aériennes assurant des liaisons transatlantiques se sont en outre réunis en amont du G7 pour demander une nouvelle fois la <u>réouverture du corridor de voyage entre les États-Unis et le Royaume-Uni</u>.

Transport

Flash – <u>La plus grande station de recharge de véhicules électriques du Royaume-Uni va être</u> mise en service à Glasgow

Flash – Le Gouvernement et le maire de Londres ont convenu ce lundi d'un <u>troisième plan</u> <u>de sauvetage de 1,08 Md£ pour *Transport for London (TfL)*, l'autorité publique de transport londonienne, pour la période allant jusqu'au 11 décembre 2021 (cf. veille n°19).</u>

British Airways et Ryanair visés par une enquête menée par l'autorité britannique de la concurrence

L'autorité britannique de la concurrence (Competition and Markets Authority, CMA) a déclaré ce mercredi avoir lancé une enquête pour déterminer si les compagnies British Airways et Ryanair avaient enfreint la loi sur la protection des consommateurs en refusant d'accorder à leurs clients des remboursements pour des vols qu'ils n'étaient pas légalement autorisés à prendre en raison des restrictions de déplacement liées à la pandémie. Selon la CMA, British Airways, détenue par IAG, n'offrait à ses clients que la possibilité d'échanger leur vol contre un avoir ou une autre réservation durant les périodes de confinement, et Ryanair, uniquement l'option d'échanger leur réservation. La CMA a déclaré avoir écrit aux deux compagnies aériennes pour chercher à résoudre le problème, ce qui pourrait inclure des remboursements, ou d'autres réparations, pour les clients concernés.

Heathrow a injecté pour la première fois un biocarburant dans son réseau de distribution

L'aéroport d'Heathrow a injecté pour la première fois le 3 juin un biocarburant dans son réseau de pipelines de distribution, afin de démontrer la faisabilité commerciale de l'utilisation de carburants à plus faible teneur en carbone pour alimenter les avions au départ d'Heathrow. Selon l'aéroport, l'exercice mené par l'un de ses fournisseurs en carburants, Vitol Aviation, aurait permis d'alimenter entre 5 et 10 vols court-courriers majoritairement en biocarburant fourni par le groupe Neste. D'après Neste, le carburant bas-carbone est fabriqué à partir de déchets et de résidus de matières premières 100 % renouvelables, tels que des huiles végétales, des huiles de cuisson et des déchets de graisse de poisson, et serait capable de générer jusqu'à 80 % d'émissions de carbone en moins qu'un carburant fossile conventionnel. John Holland-Kaye, le PDG de l'aéroport d'Heathrow a salué l'initiative qui, selon lui, envoie un signal fort à quelques jours du G7 sur la faisabilité d'une aviation bas carbone et rentable. Certaines voix considèrent toutefois que l'adoption de nouveaux carburants dans le secteur s'apparenterait à une « distraction » par rapport à la nécessité de réduire la demande de transport aérien tout en stimulant l'investissement dans les technologies zéro émission, telles que les avions électriques et à hydrogène. Vitol Aviation a néanmoins annoncé son intention de renouveler l'exercice lors de la COP26 afin de permettre aux participants de se rendre à Glasgow avec des émissions réduites.



La société Gridserve rachète le premier réseau de recharge autoroutier britannique

La société Gridserve, fournisseur de services de recharge financé par le japonais Hitachi, a finalisé le rachat du réseau de recharge (Electric Highway) de la société d'énergie verte Ecotricity. Electric Highway a été lancé en 2011 pour permettre aux premières voitures électriques de rouler en Grande-Bretagne. Bien qu'étant le premier réseau de recharge autoroutier du pays, Electric Highway a été vivement critiqué par l'industrie et les opérateurs concurrents, qui affirmaient que ses équipements étaient obsolètes et ses investissements, trop faibles. Ce rachat devrait permettre d'investir des dizaines de millions de livres dans le réseau de recharge des autoroutes britanniques, Gridserve souhaitant remplacer tous les chargeurs existants par des options plus avancées avec paiement sans contact.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Rédacteurs:

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres Margot Bloch, Gautier Houel, Inès Urman, revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonne

ondres@dgtresor.gouv.fr